

F. 98 — 498

[C - 98/27090]

**27 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1988 étendant le champ d'application de l'arrêté royal n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels subventionnés, modifié par les arrêtés des 3 décembre 1992, 14 janvier 1993, 3 février 1994, 6 octobre 1994, 8 décembre 1994, 30 mars 1995, 11 mai 1995 et 31 octobre 1996;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 20 janvier 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant, d'une part, qu'il convient que les pouvoirs locaux connaissent sans retard les modalités d'octroi des agents contractuels subventionnés qui peuvent être engagés dans les milieux d'accueil des enfants âgés de 0 à 3 ans suite à la suppression des interventions du Fonds d'Equipements et de Services collectifs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 et, d'autre part, qu'il y a lieu de prolonger les conventions relatives au Plan communal pour l'emploi arrivées à échéance le 31 décembre 1997;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996, est complété comme suit :

« 6° le Ministre : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions ».

**Art. 2.** Dans l'article 3, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994, le mot « 10° » est remplacé par le mot « 11° ».

**Art. 3.** Dans l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, le mot « 10° » est remplacé par le mot « 11° »;

2° l'alinéa suivant est ajouté :

« Par dérogation, la disposition prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas applicable au cas visé à l'article 12, § 6, 6° ».

**Art. 4.** L'article 5, 9°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994, est complété comme suit : « soit bénéficiaire de l'aide sociale prévue par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ».

**Art. 5.** L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994, est complété comme suit :

« 11° soit travailleur occupé, en vertu du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, en vertu du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand ou en vertu du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ».

**Art. 6.** L'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les périodes d'occupation dans le cadre du programme PRIME, dans le cadre du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand ou dans le cadre du programme de transition professionnelle; ».

**Art. 7.** Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Ministre peut accorder des points supplémentaires aux associations de communes et aux associations de centres publics d'aide sociale dont la situation justifie cet octroi ».

**Art. 8.** Dans l'article 12, § 6, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 février 1994, 6 octobre 1994 et 31 octobre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre »;

2° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « programme de lutte contre l'exclusion sociale » sont remplacés par les mots « plans sociaux intégrés »;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« 6° d'accueil des enfants âgés de 0 à 3 ans pendant les heures normales de travail et qui sont concernés par la suppression des interventions du Fonds d'Equipements et de Services collectifs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998 »;

4° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« La convention particulière prévue à l'alinéa précédent est conclue pour une période de cinq ans maximum »;

5° dans l'alinéa 3, le mot « 6° » est inséré entre les mots « 5° » et « du présent paragraphe »;

6° l'alinéa 3 est complété par le texte suivant : « Dans ce cas, il n'est pas tenu de respecter la règle visée à l'article 12, § 2. »;

7° dans l'alinéa 4, le mot « Gouvernement » est remplacé par le mot « Ministre ».

**Art. 9.** L'article 12bis, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996, est complété par l'alinéa suivant : « Sont considérées sous plan d'assainissement ou sous plan de gestion au sens de la présente disposition, les communes bénéficiant d'emprunts d'aide extraordinaire à long terme, d'assainissement ou de consolidation, dans les charges desquels la Région wallonne intervient ».

**Art. 10.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996, les mots « présent arrêté » sont remplacés par les mots « présente disposition ».

**Art. 11.** Dans l'article 17, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Le nombre de points résultant de l'application de la règle contenue à l'article 12, § 2, est majoré du pourcentage visé à l'alinéa 2 ».

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

**Art. 13.** Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### ÜBERSETZUNG

D. 98 — 498

[C — 98/27090]

**27. JANUAR 1998 — Erlaß der wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden**

Die wallonische Regierung,

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden, insbesondere des Artikels 4, § 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Dezember 1988 zur Erweiterung des Geltungsbereichs des Königlichen Erlasses Nr. 474 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die bezuschusstes Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch die Erlasse vom 3. Dezember 1992, vom 14. Januar 1993, vom 3. Februar 1994, vom 6. Oktober 1994, vom 8. Dezember 1994, vom 30. März 1995, vom 11. Mai 1995 und vom 31. Oktober 1996;

Aufgrund des am 20. Januar 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 16. Dezember 1997 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Dezember 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es einerseits angebracht ist, daß die lokalen Behörden unverzüglich über die Zuteilungsmodalitäten der bezuschusteten Vertragspersonalmitglieder informiert werden, die infolge der Aufhebung der Beihilfen des "Fonds d'Equipements et de Services collectifs" (Fonds für gemeinschaftliche Einrichtungen und Dienststellen) ab dem 1. Januar 1998 in den Bereichen der Betreuung von Kleinkindern im Alter von 0 bis 3 Jahren eingestellt werden können, und daß andererseits der Anlaß besteht, die am 31. Dezember 1997 ungültig gewordenen Vereinbarungen bezüglich des Gemeindlichen Beschäftigungsplans zu verlängern.

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, abgeändert durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1996, wird folgendermaßen ergänzt:

«6° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört ».

**Art. 2** - In Artikel 3, 2° desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 abgeänderten Erlasses, wird der Wortlaut "10°" durch den Wortlaut "11°" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 4 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 abgeänderten Erlasses, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° bis 2°, der Wortlaut "10°" wird durch den Wortlaut "11°" ersetzt;

2° folgender Absatz wird beigefügt:

«durch Abweichung ist die in Absatz 1, 2° vorgesehene Bestimmung nicht auf den in Artikel 12, § 6, 6° erwähnten Fall anwendbar.»

**Art. 4** - Artikel 5, 9° desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 abgeänderten Erlasses, wird folgendermaßen ergänzt:

«oder Bezieher der in dem Grundlagengesetz über die öffentlichen Sozialhilfezentren vom 8. Juli 1976 vorgesehenen Sozialhilfe.»

**Art. 5** - Artikel 5 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 6. Oktober 1994 abgeänderten Erlasses, wird folgendermaßen ergänzt:

«11° oder Arbeitnehmer, der auf Grund des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, auf Grund des Dekrets vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor oder auf Grund des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms, beschäftigt wird.»

**Art. 6** - Artikel 6, Absatz 1, 8° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«8° die Perioden, in denen die Arbeitsuchenden im Rahmen des PRIME-Programms, im Rahmen des zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor oder im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms beschäftigt worden sind;»

**Art. 7** - In Artikel 10 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1996 abgeänderten Erlasses, wird folgender Absatz zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

«Der Minister kann den Gemeindevereinigungen und den Vereinigungen öffentlicher Sozialhilfezentren, deren Lage eine solche Gewährung rechtfertigt, zusätzliche Punkte gewähren».

**Art. 8** - In Artikel 12, § 6 desselben durch die Erlasse der wallonischen Regierung vom 3. Februar 1994, vom 6. Oktober 1994 und vom 31. Oktober 1996 abgeänderten Erlasses, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Regierung" durch den Wortlaut "Minister" ersetzt;

2° in Absatz 1, 3° werden die Wörter "Programm zur Bekämpfung des sozialen Ausschlusses" durch die Wörter "integrierte Sozialpläne" ersetzt;

3° Absatz 1 wird folgendermaßen ergänzt:

«6° Betreuung der Kleinkinder im Alter von 0 bis 3 Jahren während der normalen Arbeitszeiten und die von der Aufhebung der Beihilfen des "Fonds d'Equipements et de Services collectifs" ab dem 1. Januar 1998 betroffen sind;»

4° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Die in dem vorhergehenden Absatz vorgesehene besondere Vereinbarung wird für eine Periode von höchstens fünf Jahren abgeschlossen;»

5° in Absatz 3 wird der Wortlaut "6°" zwischen die Wortlaute "5°" und "des vorliegenden Paragraphs" eingefügt;

6° Absatz 3 wird durch folgenden Text ergänzt: «In diesem Fall ist er nicht dazu verpflichtet, die in Artikel 12, § 2 erwähnte Regel zu beachten.»;

7° in Absatz 4 wird der Wortlaut "Regierung" durch den Wortlaut "Minister" ersetzt".

**Art. 9** - Der Artikel 12bis, § 3 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1996 abgeänderten Erlasses, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Im Sinne der vorliegenden Bestimmung werden als einem Sanierungs- oder Verwaltungsplan unterliegende Gemeinden diejenigen betrachtet, denen außerordentliche langfristige Beihilfeanleihen, Sanierungs- oder Konsolidierungsanleihen gewährt werden, zu deren Lasten die wallonische Region beiträgt.»

**Art. 10** - In Artikel 17, § 1 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1994 abgeänderten Erlasses, werden die Wörter "vorliegender Erlaß" durch die Wörter "vorliegende Bestimmung" ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 17, § 2 desselben durch den Erlaß der wallonischen Regierung vom 31. Oktober 1996 abgeänderten Erlasses, wird folgender Absatz zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

«Die Anzahl der Punkte, die sich aus der Anwendung der in Artikel 12, § 2 angeführten Regel ergeben, wird um den in Absatz 2 erwähnten Prozentsatz erhöht».

**Art. 12** - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1998 wirksam.

**Art. 13** - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

N. 98 — 498

[C — 98/27090]

**27 JANUARI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 4, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1988 tot verruiming van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, gewijzigd bij de besluiten van 3 december 1992, 14 januari 1993, 3 februari 1994, 6 oktober 1994, 8 december 1994, 30 maart 1995, 11 mei 1995 en 31 oktober 1996;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, gegeven op 20 januari 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende, enerzijds, dat de plaatselijke besturen zo spoedig mogelijk in kennis moeten worden gesteld van de voorwaarden voor de toekenning van gesubsidieerde contractuelen die in dienst genomen kunnen worden in de opvangcentra voor kinderen van 0 tot 3 jaar ingevolge de afschaffing van de tegemoetkomingen van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten vanaf 1 januari 1998 en, anderzijds, dat de op 31 december 1997 vervallen overeenkomsten betreffende het Gemeentelijk tewerkstellingsplan verlengd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 6° Minister : de Minister van Tewerkstelling. »

**Art. 2.** In artikel 3, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994, wordt "10°" vervangen door "11°".

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° wordt punt "10°" vervangen door "11°";

2° het volgende lid wordt ingevoegd :

« Bij wijze van afwijking is de in het eerste lid, 2°, bedoelde bepaling niet van toepassing op het geval bedoeld in artikel 12, § 6, 6° ».

**Art. 4.** Artikel 5, 9°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994, wordt aangevuld als volgt : "hetzij recht heeft op de maatschappelijke hulp bepaald bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn".

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 11° hetzij tewerkgestelde werknemer is, krachtens het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, krachtens het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector of krachtens het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma ».

**Art. 6.** Artikel 6, eerste lid, 8°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 8° de periodes van tewerkstelling in het kader van het programma 'PRIME', in het kader van het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector of in het kader van het doorstromingsprogramma ».

**Art. 7.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De Minister kan bijkomende punten toekennen aan verenigingen van gemeenten en aan verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvoor de toekenning gewettigd is. »

**Art. 8.** In artikel 12, § 6, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 februari 1994, 6 oktober 1994 en 31 oktober 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister";

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "programma's voor de bestrijding van de sociale uitsluiting" vervangen door de woorden "geïntegreerde sociale plannen";

3° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 6° onthaal, tijdens de normale werkuren, van kinderen van 0 tot 3 jaar die betrokken zijn bij de afschaffing, vanaf 1 januari 1998, van de tegemoetkomingen van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten »;

4° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De in het vorige lid bedoelde bijzondere overeenkomst wordt gesloten voor een periode van maximum vijf jaar »;

5° in het derde lid wordt het punt "6°" ingevoegd tussen het punt "5°" en de woorden "van deze paragraaf";

6° het derde lid wordt aangevuld als volgt : "In dat geval is het niet verplicht de in artikel 12, § 2, bedoelde regel in acht te nemen";

7° in het vierde lid wordt het woord "Regering" vervangen door het woord "Minister".

**Art. 9.** Artikel 12bis, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996, wordt aangevuld als volgt :

« In de zin van deze bepaling wordt verstaan onder gemeenten die aan een saneringsplan of aan een beheersplan onderworpen zijn, de gemeenten die aanspraak hebben op leningen voor buitengewone hulp op lange termijn, voor sanering of consolidatie, in de lasten waarvan het Waalse Gewest tegemoetkomt. »

**Art. 10.** In artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996, worden de woorden "dit besluit" vervangen door de woorden "deze bepaling".

**Art. 11.** In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 oktober 1996, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Het aantal punten dat resulteert uit de toepassing van de in artikel 12, § 2, bedoelde regel, wordt verhoogd met het in het tweede lid bedoelde percentage ».

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1998.

**Art. 13.** De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 98 — 499

[C - 98/27091]

**27 JANVIER 1998. — Arrêté ministériel prévoyant les modalités et conditions d'octroi et de liquidation des primes à l'investissement cofinancées par le Fonds européen de Développement régional dans le cadre de la mise en œuvre du Document Unique de Programmation (DOCUP) de l'Objectif n° 1 - Hainaut**

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution des articles 2, 12 et 16 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 10bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la mesure « AIDE bis » prenant cours le 23 février 1996 et que la mesure « ACE bis » prenant cours le 11 janvier 1997 ont été approuvées par la Commission européenne respectivement le 24 avril 1997 et le 8 janvier 1998, il y a lieu de prendre sans retard les mesures nécessaires à leur application,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour bénéficier d'une prime à l'investissement cofinancée par le Fonds européen de Développement régional (FEDER) dans le cadre de la mise en œuvre du DOCUP Objectif n° 1, l'entreprise doit réaliser un programme d'investissement dans le cadre des secteurs suivants :

1° les activités de production ou de transformation reprises dans les classes 05.02, 15 à 22, 23.1, 23.2, 24 à 36 et 72.2 du Code Nace ainsi que les investissements d'appui logistique des entreprises de transport ou ceux visant les transports combinés;

2° les activités de services aux entreprises repris dans les classes 61, 62, 63.1, 63.2, 63.4, 64.2, et 72.6 du Code Nace ainsi que des centres de distribution, à l'exclusion des bateaux pour les entreprises relevant du Code Nace 61, des avions pour les entreprises relevant du Code Nace 62 et des bâtiments pour les entreprises relevant du Code Nace 63.1.